

Enquête publique sur la demande de permis exclusif de recherche de gîte géothermique à basse température dit « Vélizy-Meudon » présentée par la société ENGIE réseaux

Arrêté inter-préfectoral 2018-47970

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

L'enquête publique correspondante à l'arrêté inter-préfectoral cité en titre s'est déroulée du 7 janvier 2019 au 22 janvier 2019 inclus, avec pour siège la mairie de Vélizy-Villacoublay, la coordination de l'enquête étant confiée à la préfecture des Yvelines.

Le périmètre de l'enquête incluait pour partie les territoires des communes de Vélizy-Villacoublay, Viroflay, Jouy-en-Josas, Chaville, Meudon, Clamart, Le Plessis-Robinson, Châtenay-Malabry, et Bièvres.

Elle a été annoncée par des annonces dans la presse et par un affichage administratif, conformément à la loi et à l'arrêté inter - préfectoral et des règlements dans lesquels elle s'inscrit.

Le public a eu à sa disposition, un registre d'enquête publique et un dossier technique conforme à la législation dans chacune des mairies de Vélizy-Villacoublay, Meudon, communes dans lesquelles se sont déroulées sans incident trois des permanences prévues par l'arrêté inter-préfectoral, la quatrième permanence prévue à Bièvres n'ayant pu avoir lieu pour des raisons climatiques (neige).

Le dossier était également consultable par internet (plusieurs sites possibles), et le public pouvait également s'exprimer par internet ainsi que sur un site dédié géré par un organisme professionnel (Publilégal).

Les permanences prévues par l'arrêté inter-préfectoral se sont déroulées pratiquement sans public.

Les registres d'enquête publique ont fait l'objet de 128 observations se répartissent ainsi :

Vélizy-Villacoublay : 3

Meudon : 1

Bièvres : 1

Courriers : 0

Participation électronique : 123

ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Plusieurs thèmes retiennent plus particulièrement l'attention :

- **le rejet total de faire un site dans la forêt de Meudon** (partie proche du cimetière de Vélizy), même si les intervenants sur le sujet, à la quasi-unanimité, précisent être favorables à une énergie « propre » ; la commune de Meudon est intervenue sur ce sujet ;

- **le respect de la compétence territoriale, et l'extension du permis aux autres communes**
- pourquoi les puits de La Celle Saint-Cloud et Chatenay-Malabry ont-ils été abandonnés ?
- quel est l'avis de l'ONF sur le site éventuel dans la forêt ?
- position du site de la forêt par rapports aux documents d'urbanisme
- opposition au site prévu pour la chaufferie
- propositions de se servir seulement des terrains militaires, et du site le long de l'A86
- confidentialité de l'annexe 12

Commentaires du commissaire enquêteur :

Le pétitionnaire disposant de l'ensemble des observations du public (copies ou internet), le commissaire enquêteur demande que le pétitionnaire réponde effectivement à toutes les questions posées par le public, le procès-verbal de synthèse ne représentant que le résumé de ces observations.

Il souhaite qu'une attention plus particulière soit apportée à la communication de monsieur le maire de Meudon, aux interventions des associations (et pièces jointes), à la participation de M.Gossé (registre de Bièvres).

Procès-verbal établi à Le Kremlin-Bicêtre le 4 février 2019

Le commissaire enquêteur

pour ENGIE Réseaux

